



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du développement inclusif

Première session  
24-26 novembre 2009  
Bangkok

**IMPACT DE LA CRISE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE SUR LES ÉCONOMIES  
D'ASIE ET DU PACIFIQUE, MODÈLES DE REDRESSEMENT, POLITIQUES  
ADOPTÉES ET RÔLE DE LA COOPÉRATION  
RÉGIONALE ET INTERNATIONALE**

(Point 4 de l'ordre du jour provisoire)

*Note du secrétariat*

**RÉSUMÉ**

Les pays d'Asie et du Pacifique, comme dans d'autres régions, sont aux prises avec la crise économique qui les a frappés de plein fouet à la fin de 2008. La région en a particulièrement souffert tant dans le secteur financier que dans le secteur réel, même si l'ampleur des répercussions a varié selon le degré d'exposition de chaque pays aux activités commerciales et financières mondiales, et sa capacité de réaction par des politiques budgétaires expansionnistes.

S'il est vrai que se profilent les premiers signes d'un redressement de la croissance dans la région, des inquiétudes se font jour concernant son ampleur et sa rapidité, ainsi que le fait de savoir si la nature même de ce redressement ne fera pas resurgir d'anciens problèmes.

L'incapacité de l'architecture internationale actuelle à réagir assez vite ou assez vigoureusement aux problèmes spécifiques auxquels la région est confrontée a impulsé une dynamique en faveur du renforcement urgent du rôle des politiques régionales en matière de gestion de crise et de redressement. À cet égard, on observe certaines lacunes importantes, notamment : a) l'absence d'une première ligne de défense régionale pour les pays connaissant des difficultés de balance des paiements; b) l'absence de mécanisme régional permettant d'utiliser les ressources locales pour répondre aux besoins de développement locaux; et c) le manque de coopération dans le domaine des politiques de change.

Le Comité voudra peut-être examiner les questions analysées dans le présent document et fournir des conseils sur les futures politiques régionales en matière de gestion de crise et de redressement.

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
I. IMPACT DE LA CRISE ET REPRISE NAISSANTE EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE .....	3
A. Croissance et inflation .....	3
B. Exportations et demande intérieure .....	6
C. Mouvements de capitaux et taux de change .....	8
D. Emplois et revenus .....	11
II. ÉVALUER LA REPRISE NAISSANTE .....	12
A. La recherche de nouvelles sources de croissance .....	12
B. Le retour des tensions inflationnistes .....	14
III. LES ENSEIGNEMENTS POLITIQUES DE LA CRISE .....	15
A. Les canaux de transmission financiers .....	15
B. Les canaux de transmission commerciaux .....	17
IV. CORRIGER LES FAIBLESSES : APPORTER UNE IMPULSION À LA COOPÉRATION .....	17
A. Le déficit régional en matière de gestion de crise .....	19
B. Le financement régional des déficits de développement .....	20
C. La stabilité des taux de change au niveau régional .....	20

## LISTE DES FIGURES

1. Croissance en glissement annuel du produit intérieur brut réel de quelques pays en développement de la CESAP et de grands pays développés (2008-2009) .....	3
2. Croissance du produit intérieur brut réel de quelques pays développés et en développement membres de la CESAP (2003-2009) .....	5
3. Inflation des prix à la consommation, en glissement annuel, dans quelques pays en développement membres de la CESAP (2008-2009) .....	5
4. Croissance en glissement annuel des exportations et des importations de quelques pays en développement de la CESAP, 2008-2009 .....	6
5. Solde budgétaire en pourcentage du produit intérieur brut de quelques pays membres de la CESAP et des États-Unis d'Amérique, 2008-2009T1 .....	7
6. Marchés boursiers de quelques pays en développement de la CESAP, de janvier 2008 à juillet 2009 .....	9
7. Fluctuations des taux de change de quelques pays en développement membres de la CESAP (2008-2009) .....	10
8. Volume des investissements de portefeuille en pourcentage des réserves de change de quelques économies, en 2001 et en 2008 (avant la crise) .....	16

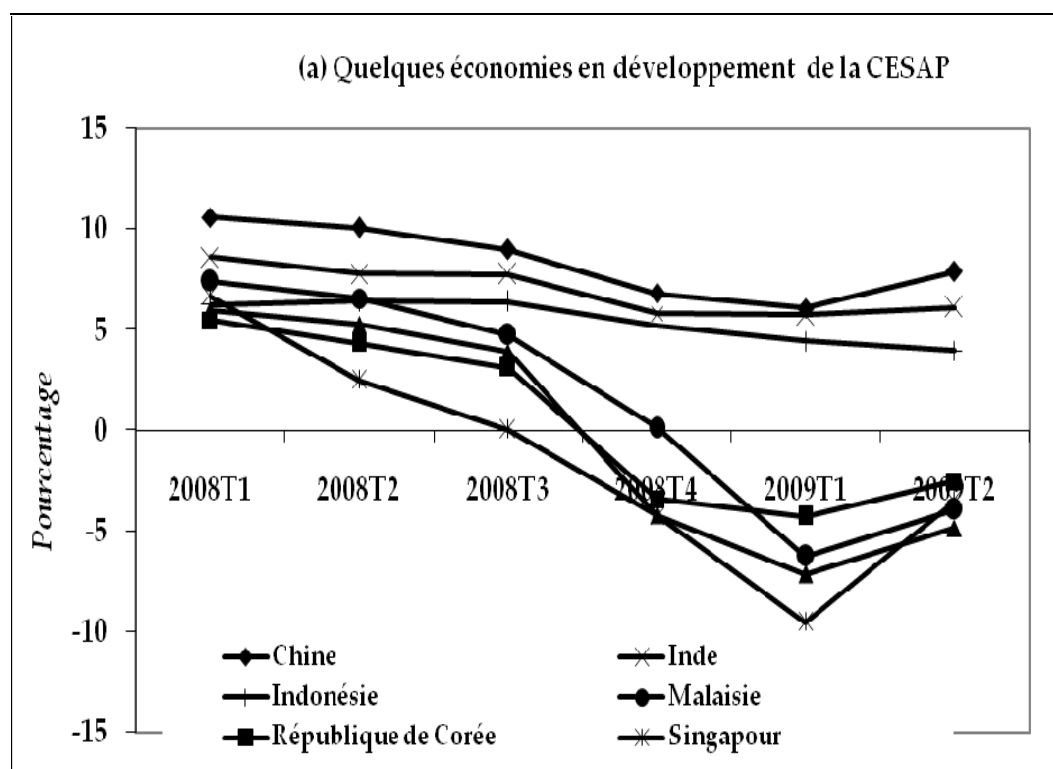
1. Les pays d'Asie et du Pacifique, comme dans d'autres régions, sont aux prises avec la crise économique qui les a frappés de plein fouet à la fin de 2008. Au moment de l'établissement du présent document, le plus fort de la crise semble passé. Le premier défi à relever par les économies de la région sera de concevoir des politiques capables d'accélérer et d'amplifier le redressement économique, alors que le problème à moyen terme sera de veiller à la qualité de la reprise dans la perspective d'un développement plus inclusif et plus durable.

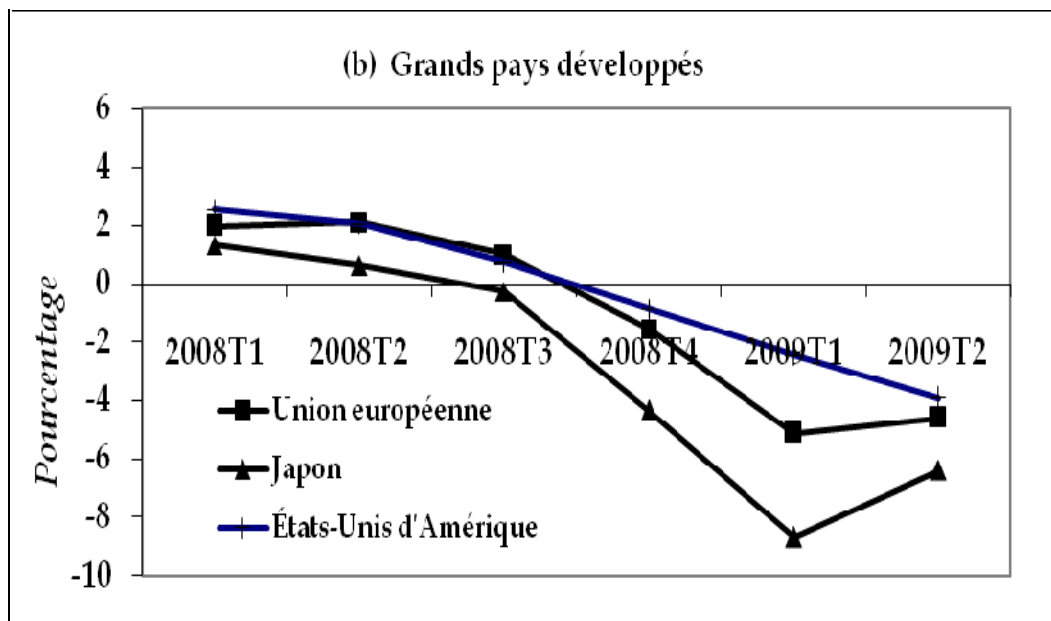
## I. IMPACT DE LA CRISE ET REPRISE NAISSANTE EN ASIE ET DANS LE PACIFIQUE

### A. Croissance et inflation

2. La croissance en Asie et dans le Pacifique a été particulièrement affectée à partir du quatrième trimestre de 2008, le ralentissement des exportations vers les pays développés faisant alors ressentir son plein effet (voir figure 1). La décélération s'est accrue au cours du premier trimestre de 2009. Il semble bien que le ralentissement de la croissance a presque atteint son point le plus bas au deuxième trimestre de 2009 dans les grandes économies de la région. Cela a coïncidé avec l'amorce de redressement de la croissance et de la consommation dans les pays développés du monde. À l'avenir, la situation économique devrait continuer de s'améliorer pour le reste de l'année 2009. Certaines économies pourront retrouver très bientôt le chemin de la croissance, même s'il ne faudra pas perdre de vue la base de comparaison exceptionnellement faible pour le dernier trimestre de 2009. D'après les données actuellement disponibles, le produit intérieur brut (PIB) des pays en développement de la région Asie-Pacifique devrait s'accroître de 3,4 % en 2009. Cette prévision repose sur l'hypothèse que l'économie mondiale demeurera résolument orientée vers la stabilisation et que la croissance dans les pays développés se redressera au cours des derniers mois de l'année 2009.

**Figure 1. Croissance en glissement annuel du produit intérieur brut réel de quelques pays en développement de la CESAP et de grands pays développés (2008-2009)**





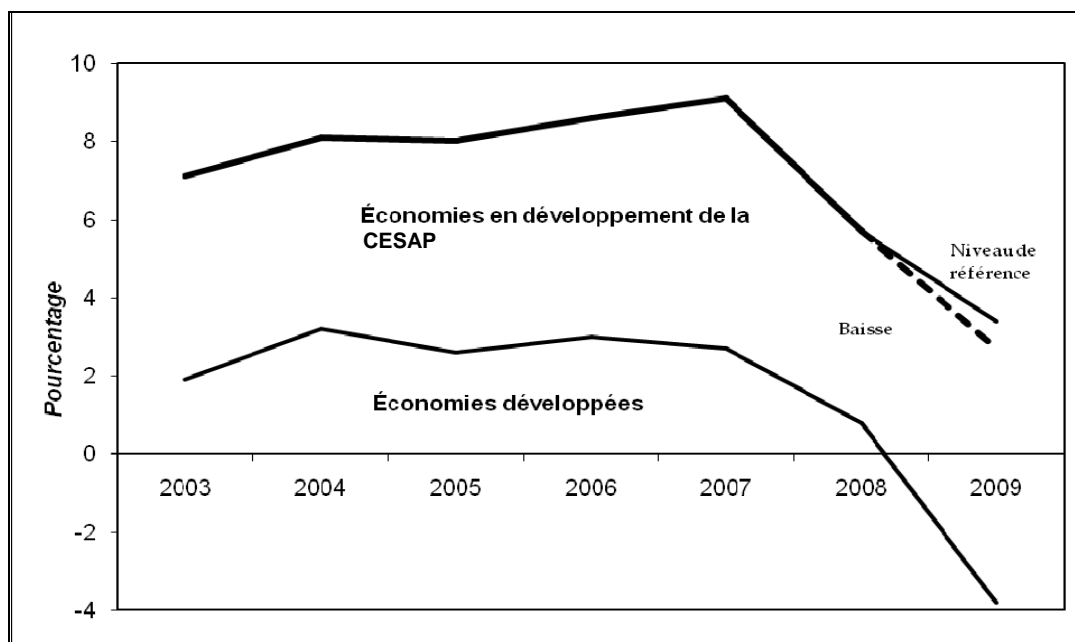
Source: CESAP, sur la base de données provenant des services en ligne de CEIC Data Company Limited.

3. Si la croissance a commencé à se redresser dans la région, l'ampleur et la durabilité de ce redressement au cours des prochains trimestres restent très aléatoires, et seront fonction de la tournure des événements extérieurs à la région – notamment le niveau de reprise de la consommation et de la production industrielle dans les pays développés, le desserrement continu du crédit et le retour à la normale sur les marchés financiers mondiaux. Si l'économie mondiale, notamment celle des États-Unis d'Amérique, connaît un redressement plus vigoureux et plus rapide, les économies en développement de l'Asie et du Pacifique seront en mesure d'atteindre une croissance supérieure à la prévision actuelle de 3,4 %. Il semble néanmoins à peu près certain que plusieurs années au moins seront nécessaires pour que la demande du monde développé revienne à son niveau antérieur avec la fin de l'endettement des consommateurs. D'un point de vue positif, il importe aussi de noter que la robustesse persistante des économies en développement de la CESAP, par rapport au niveau mondial (figure 2), et la part relativement importante du PIB mondial représentée par ces économies (16 %) ont fait d'elles les plus grands contributeurs de la croissance mondiale en 2009.

4. La tension inflationniste est sensiblement retombée depuis le dernier trimestre de 2008, parallèlement au ralentissement de l'activité économique intérieure (voir figure 3). Ceci était aussi dû à une inflation importée plus faible résultant de la baisse mondiale des prix alimentaires et du cours du pétrole. Le cours du pétrole brut s'est stabilisé autour de 52 dollars des États-Unis le baril au cours du premier semestre de 2009, contre 97 dollars en moyenne en 2008. Au cours du premier semestre de 2009, les prix alimentaires ont également enregistré une baisse, d'environ 30% par rapport à la même période l'année précédente<sup>1</sup>. Certaines économies, comme celle de la Chine, de Singapour, de la Thaïlande et de la province chinoise de Taiwan, ont connu, à des degrés divers, des tensions déflationnistes qui ont poussé plusieurs banques centrales à envisager des mesures d'expansion monétaire plus agressives. Cependant, ce phénomène devrait être de courte durée et ne devrait pas se transformer en une spirale descendante auto-entretenue à la faveur du redressement économique.

<sup>1</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Indice des prix alimentaires de la FAO (septembre 2009), consultable à : [www.fao.org/worldfoodsituation/FoodPricesIndex/en/](http://www.fao.org/worldfoodsituation/FoodPricesIndex/en/).

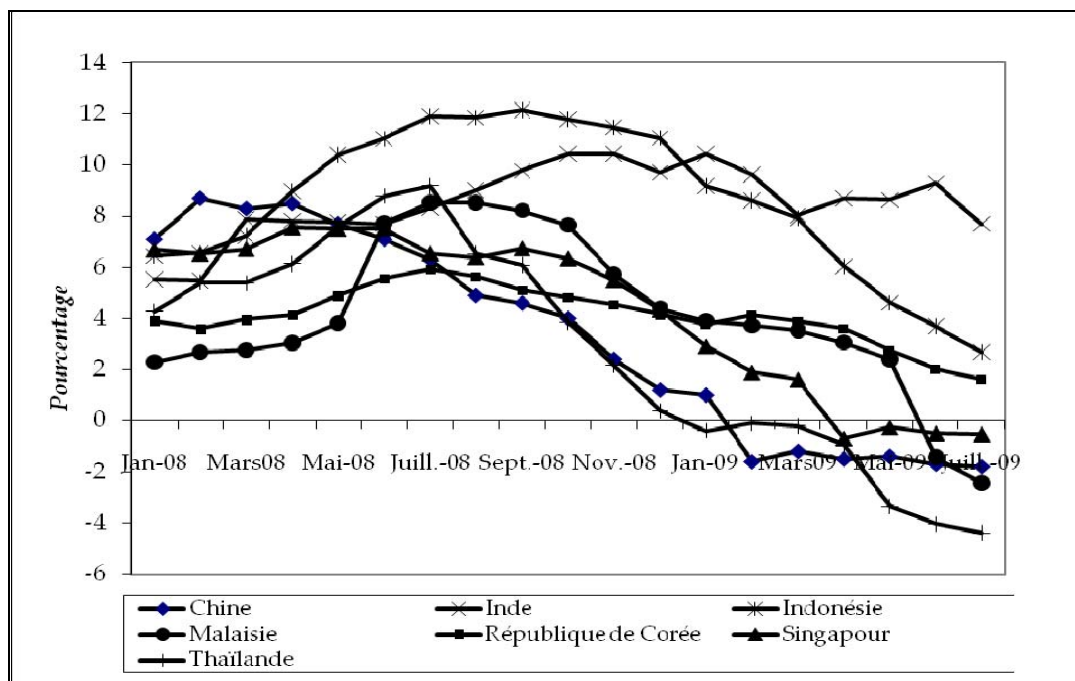
**Figure 2. Croissance du produit intérieur brut réel de quelques pays développés et en développement membres de la CESAP (2003-2009)**



Sources: CESAP, calculs réalisés sur la base de sources nationales; Fonds monétaire international, *International Financial Statistics (CD-ROM)* (Washington, D.C., novembre 2008); Banque asiatique de développement, *Key Indicators for Asia and the Pacific 2008* (Manille, 2008); site Web du Comité inter-États de statistique de la Communauté d'États indépendants ([www.cisstat.com](http://www.cisstat.com)), consulté le 5 août 2009; et estimations et prévisions de la CESAP. Les chiffres relatifs aux économies développées proviennent du FMI: *World Economic Outlook Database* (avril 2009) et *World Economic Outlook Update* (8 juillet 2009).

Note: La croissance du produit intérieur brut pour 2009 est basée sur des estimations.

**Figure 3. Inflation des prix à la consommation, en glissement annuel, dans quelques pays en développement membres de la CESAP (2008-2009)**



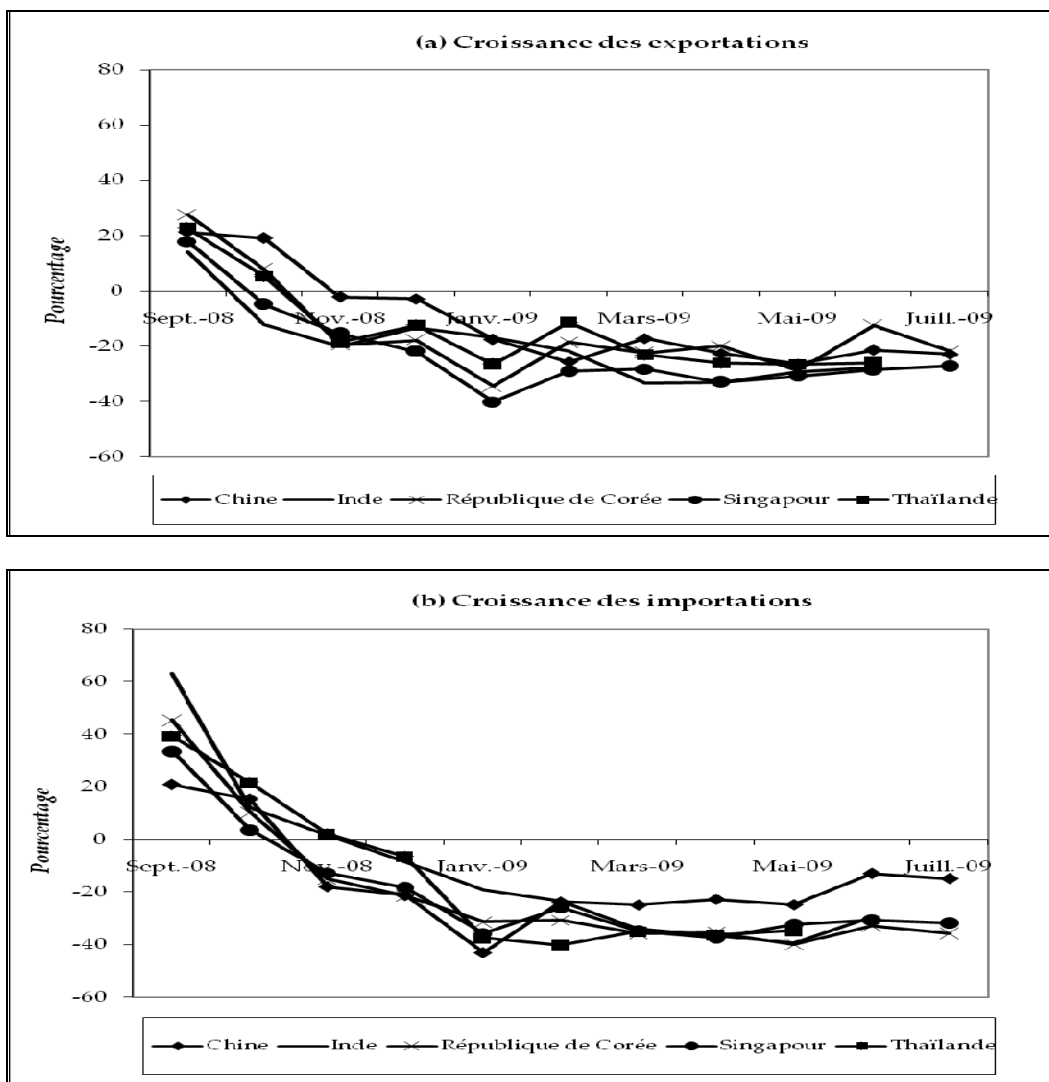
Source: CESAP, sur la base de données provenant des services en ligne de CEIC Data Company Limited.

### B. Exportations et demande intérieure

5. Le ralentissement de la croissance dans toute la région s'est caractérisé par un impact relativement plus fort sur les économies largement fondées sur l'exportation. Des baisses à deux chiffres de la croissance des exportations ont été enregistrées pour la plupart des économies depuis les derniers mois de 2008 (voir figure 4 a)). Néanmoins, on observe que le mouvement de ralentissement des exportations s'était stabilisé dans toute la région vers le premier trimestre de 2009 avant de connaître une certaine amélioration par la suite<sup>2</sup>.

6. Les chiffres de la croissance des importations qui témoignent de progrès sensibles sont également rassurants (voir figure 4b)). Étant donné la nature régionalement intégrée de la base de production en Asie du Sud-Est et de l'Est, les données concernant les importations de marchandises mettent en évidence la santé de la chaîne de production régionale verticalement intégrée.

**Figure 4. Croissance en glissement annuel des exportations et des importations de quelques pays en développement de la CESAP, 2008-2009**



Source: CESAP, sur la base de données provenant des services en ligne de CEIC Data Company Limited.

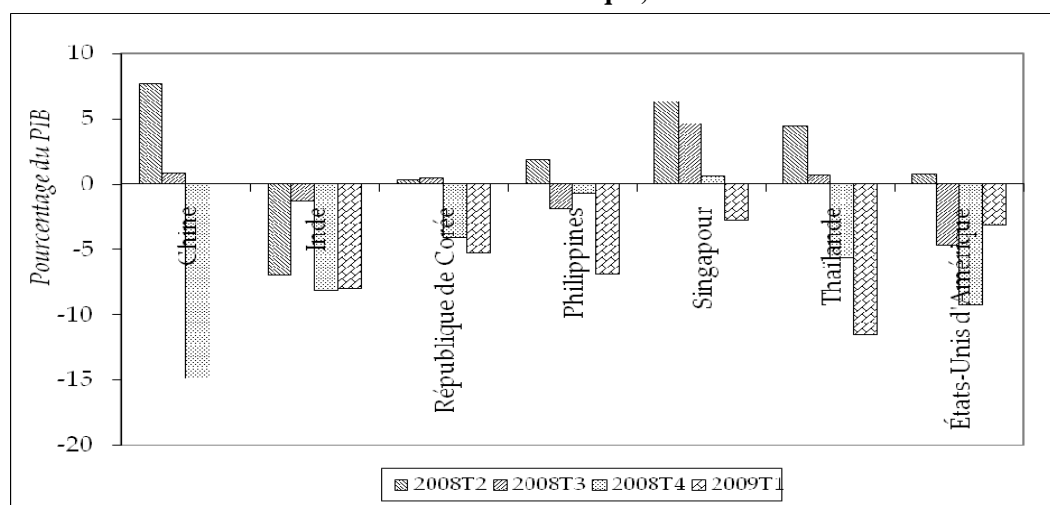
<sup>2</sup> Les chiffres des exportations, à l'instar d'autres données macroéconomiques, peuvent cependant indiquer des valeurs souvent élevées au cours des quelques trimestres suivants en raison de la base de comparaison exceptionnellement faible au cours de la même période l'année précédente, lorsque la crise était à son plus fort dans la région.

7. Certaines grandes économies plus dépendantes de la dette extérieure pour financer la création de crédit intérieur, comme l'Inde et la République de Corée, ont été touchées par la crise par le canal du resserrement mondial du crédit. Malgré l'assouplissement de la politique monétaire adopté par tous les pays, la disponibilité limitée de crédits internationaux a pesé sur la croissance en augmentant les prix des prêts servant à financer la consommation et l'investissement.

8. Les pays de la région où la demande intérieure représente une part importante du PIB, comme la Chine et l'Indonésie, se sont caractérisés par le fait de continuer à afficher des résultats de croissance positifs et relativement robustes. L'Inde, outre sa plus grande dépendance à l'égard de capitaux étrangers, a aussi bénéficié de la stabilité de la croissance offerte par sa demande intérieure. La Chine, tout en étant un grand pays exportateur, a été protégée par la part relativement importante du PIB représentée par l'investissement intérieur ainsi que par le deuxième plus grand programme de dépenses publiques du monde, rendu possible par une situation budgétaire saine et les réserves accumulées. D'autres pays de la région ont aussi réussi à contenir l'ampleur de leur ralentissement par des programmes de dépenses publiques destinés à créer des emplois et à soutenir la demande intérieure.

9. Le volume sans précédent des dépenses publiques, associé à la chute des recettes fiscales, a entraîné dans les grandes économies en développement<sup>3</sup> de la région une détérioration de leur solde budgétaire en pourcentage du PIB entre le troisième trimestre de 2008 et le premier trimestre de 2009 (voir figure 5). Ces chiffres recèlent certaines différences importantes. Certaines grandes économies d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont su utiliser les importantes réserves accumulées par suite des excédents budgétaires du passé. La Chine, notamment, a été en mesure de mettre en place un plan de relance budgétaire d'un montant de 586 milliards de dollars, se situant par la taille juste après celui des États-Unis et le plus important du monde en termes de part du PIB (voir tableau). Les économies d'Asie du Sud ont été moins touchées par le ralentissement des exportations, mais elles disposaient d'une moindre capacité de lutter contre la baisse de la croissance à l'aide de dépenses publiques, en raison de leur déficit budgétaire important et de la dette publique accumulée avant la crise. Certaines économies, comme celle du Japon, ont été touchées tant par la forte baisse des échanges que par des niveaux élevés de dette publique, mais elles n'ont guère eu d'autre choix que d'adopter des mesures budgétaires expansionnistes pour limiter l'ampleur de la décélération de leur PIB.

**Figure 5. Solde budgétaire en pourcentage du produit intérieur brut de quelques pays membres de la CESAP et des États-Unis d'Amérique, 2008-2009T1**



Sources: CESAP, sur la base de données provenant des services en ligne de CEIC Data Company Limited et de l'Economist Intelligence Unit (consultés le 19 août 2009).

<sup>3</sup> Il s'agit ici des 11 grands pays en développement de la région à propos desquels on disposait de données sur le solde budgétaire.

**Taille des plans de relance et de la dette publique en pourcentage du produit intérieur brut de quelques pays d'Asie et du Pacifique et des États-Unis d'Amérique**

	<i>Plan de relance (en pourcentage du produit intérieur brut de 2008)</i>	<i>Dette publique totale<sup>a</sup> (en pourcentage du produit intérieur brut)</i>
Australie	4,4	14,7
Bangladesh	0,6	39,4
Chine	18,1	15,6
États-Unis d'Amérique	5,5	75
Fédération de Russie	7,2	6,7
Inde	4,1	62,1
Indonésie	2,7	29,3
Japon	4,3	178,8
Malaisie	9,0	48,6
Philippines	4,4	56,9
République de Corée	8,4	33,6
Singapour	8	110,5
Thaïlande	17 <sup>b</sup>	43,2

*Sources:* CESAP, sur la base d'informations sur les plans de relance figurant sur les sites Web officiels des gouvernements; rapports de pays de l'Economist Intelligence Unit (EIU); et différentes sources d'information. Les données sur la dette publique totale proviennent du site Web EIU.com (consulté le 7 septembre 2009) (Australie, Bangladesh, Chine, Fédération de Russie, Indonésie et Philippines); de CEIC Data Company Limited (Japon, Malaisie, Singapour et Thaïlande); du rapport des services du Fonds monétaire international pour les consultations de 2009 au titre de l'Article IV (République de Corée), Washington D.C., FMI, 2009; et de sources nationales (Inde et États-Unis d'Amérique).

<sup>a</sup> La dette publique totale de l'Australie, du Bangladesh, de la Chine, des États-Unis, de la Fédération de Russie, de l'Inde, de l'Indonésie, des Philippines et de la République de Corée correspond à l'année 2008. La dette publique totale du Japon, de la Malaisie, de Singapour et de la Thaïlande correspond au deuxième trimestre de l'année 2009.

<sup>b</sup> Dont les deuxièmes plans de relance qui seront mis en œuvre en 2010-2012.

10. Si tous les plans de relance de la région sont conçus pour soutenir la demande globale, en particulier la demande intérieure, les approches diffèrent en la matière selon le niveau de développement et la situation de chaque pays<sup>4</sup>. L'évaluation de l'ampleur réelle de la relance budgétaire peut toutefois s'avérer difficile. Certaines annonces, par exemple, peuvent se rapporter à des dépenses d'investissement qui étaient déjà programmées. De plus, beaucoup de pays ont eu du mal à procéder au décaissement rapide des fonds de relance promis, d'où quelques retards dans le respect des calendriers. Un autre problème s'est posé quant à la durée relativement plus longue de l'exécution des projets d'investissement, contrairement aux mesures de relance fondées sur des réductions d'impôts ou des transferts en espèces. Des problèmes persistent aussi au niveau de la transparence des dépenses, bien que quelques pays aient mis en place des mécanismes de contrôle public. La Thaïlande, par exemple, a annoncé la création d'une base de données, consultable sur l'Internet, qui permet le contrôle des dépenses et des décaissements budgétaires relatifs à certains projets<sup>5</sup>.

### C. Mouvements de capitaux et taux de change

11. Le premier impact de la crise dans la région a été ressenti sur les marchés financiers lorsque les investisseurs ont retiré des fonds sur les marchés des actions et des titres d'emprunt dans un souci de sécurité. Pour les investisseurs fortement endettés, la

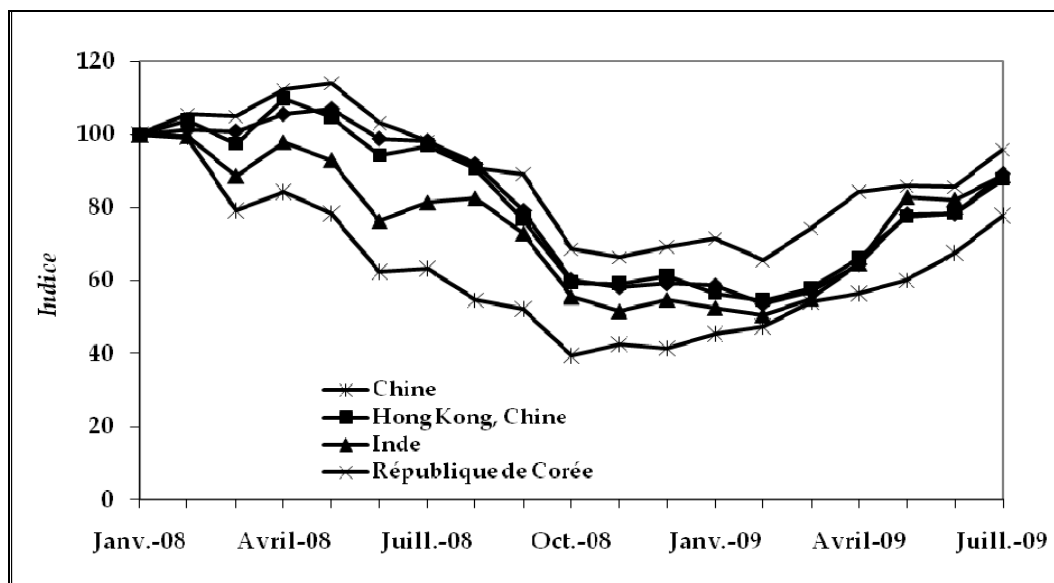
<sup>4</sup> Le secrétariat fournit des informations et un service analytique complets concernant les différents plans. Ces informations sont régulièrement mises à jour à l'adresse suivante: [www.unescap.org/pdd/publications/survey2009/stimulus/fiscal-stimulus.pdf](http://www.unescap.org/pdd/publications/survey2009/stimulus/fiscal-stimulus.pdf).

<sup>5</sup> *Bangkok Post*, "Investment programme open to scrutiny online", 13 juillet 2009.



baisse du cours des actions à l'étranger a déclenché des appels de marge. Cette sortie de capitaux s'est soldée par des chutes particulièrement fortes sur les marchés où, bénéficiant de liquidités mondiales importantes, les investisseurs étrangers étaient devenus de plus en plus présents. Ces derniers mois, les marchés financiers de la région ont connu une nette reprise (voir figure 6), après avoir atteint leur point le plus bas au début de 2009, grâce à des afflux renouvelés de capitaux étrangers. Dans certains cas, les bourses sont presque revenues aux niveaux immédiatement antérieurs à la crise.

**Figure 6. Marchés boursiers de quelques pays en développement de la CESAP, de janvier 2008 à juillet 2009**



Source: CESAP, sur la base de données provenant des services en ligne de CEIC Data Company Limited.

12. Les marchés boursiers sont considérés par beaucoup comme un indicateur avancé des performances économiques futures, et leur redressement semble refléter l'avis des investisseurs financiers selon lequel la croissance sera au rendez-vous dans la région dans les prochains mois. On peut toutefois se demander si l'optimisme des investisseurs à propos du redressement à venir n'est pas quelque peu excessif et s'il ne serait pas en partie conditionné par la nécessité d'investir les fonds dynamiques rendus disponibles par l'injection sans précédent de liquidités dans le secteur financier à laquelle l'État a procédé dans les pays développés<sup>6</sup>. Par conséquent, le risque existe d'un regain de volatilité sur les marchés financiers au cours des prochains mois.

13. Parallèlement aux autres mouvements de capitaux, les investissements étrangers directs (IED) dans la région ont été considérablement affectés par la crise. La Chine, par exemple, a attiré 20 % de moins d'IED de janvier à juillet 2009 par rapport à la même période de l'année précédente<sup>7</sup>. Les entreprises étrangères n'ont pas poursuivi leurs investissements à l'étranger en raison d'un certain nombre de facteurs : a) l'ajustement à la baisse dans l'attente de la profitabilité des investissements; b) la nécessité pour les pays développés d'épargner des fonds pour faire face aux problèmes rencontrés sur leur marché intérieur; et c) la difficulté d'obtenir un financement du fait du resserrement du crédit. Par conséquent, une certaine réorientation des sources des IED aura lieu avec l'augmentation des investissements des entreprises relativement rentables de la région.

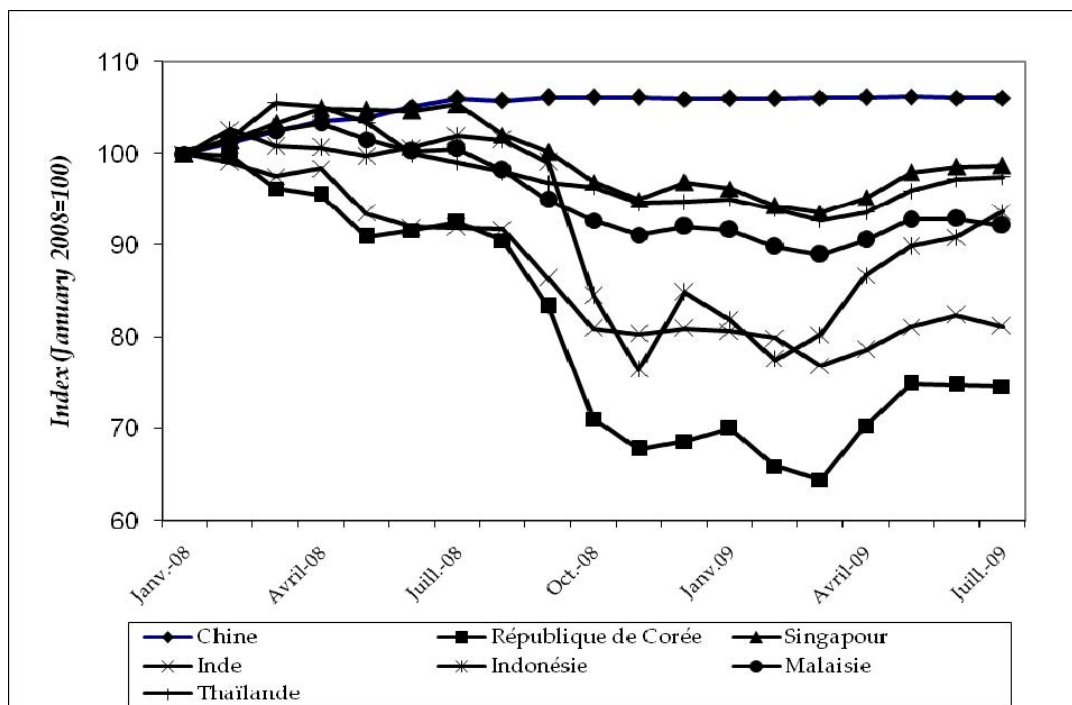
<sup>6</sup> Voir, par exemple, "Mixed signals from Asia's animal spirits", *Financial Times*, 14 mai 2009.

<sup>7</sup> Terence Poon, "Foreign direct investment in China continues to slide", *Wall Street Journal*, 18 août 2009.

14. En matière d'IED, les perspectives des pays de la région divergent aussi selon la nature de leur économie. Les IED seront probablement de plus en plus à la recherche de débouchés et de main-d'œuvre, afin d'exploiter la demande intérieure soutenue dans les grands pays de la région. Cette réorientation se fera aux dépens des formes plus classiques d'IED au sein d'une même entreprise dans les pays d'Asie de l'Est et entre ces pays et ceux d'Asie du Sud-Est, et qui avaient pour objet d'établir des réseaux de production régionaux servant à fournir des pièces détachées et des composants pour les biens de consommation destinés aux marchés des pays développés.

15. Avec le retour des capitaux vers la région, une pression à la hausse s'est exercée sur les taux de change, à la suite de la nette dépréciation observée au début de la crise (voir figure 7). Par exemple, après une dépréciation sensible depuis le début de 2008, le won coréen s'est apprécié de près de 9 % au cours de la première moitié de 2009 par rapport à la fin de 2008.

**Figure 7. Fluctuations des taux de change de quelques pays en développement membres de la CESAP (2008-2009)**



Source: CESAP, sur la base de données provenant des services en ligne de CIEC Data Company Limited.

16. Le début de la crise avait vu baisser les taux de change par rapport au dollar des États-Unis et à l'euro, les investisseurs se ruant sur de grandes monnaies mondiales qu'ils estimaient sûres, notamment le dollar. La situation s'est désormais inversée, dans la mesure où des craintes se font jour de plus en plus quant à la bonne tenue et au rôle à venir du dollar en tant que monnaie de réserve, étant donné l'accroissement de la dette publique résultant des plans massifs de sauvetage. La bonne tenue du dollar avant la crise était soutenue dans une large mesure par les investissements dans les bons du Trésor effectués par les pays d'Asie et du Pacifique au titre d'une politique de gestion de la monnaie visant à contrôler l'appréciation des taux de change. La nécessité de s'engager dans des politiques analogues au cours des mois à venir pour gérer l'appréciation des devises et favoriser ainsi la reprise naissante des exportations, obligera les pays à prendre d'importantes décisions sur la manière de réduire les risques de pertes sur tout investissement futur dans des actifs en dollars. La Chine a été au tout premier rang des pays promouvant des solutions de rechange, telles que le règlement de transactions commerciales en yuan renminbi avec certains partenaires étrangers et le soutien apporté à l'achat d'entreprises étrangères par des sociétés chinoises.

## D. Emplois et revenus

17. Sur le terrain, la crise a fait plus directement sentir son impact sur la population de la région au niveau des emplois et des revenus. On sait que le chômage n'intervient que de façon différée car les entreprises essaient d'abord d'autres solutions avant de recourir au débauchage de la main-d'œuvre, alors qu'au terme de la crise elles prennent un certain temps pour se développer en tant qu'entreprise et réembaucher. Par conséquent, l'impact sur l'emploi devrait se faire sentir durant toute l'année 2009 et se prolonger même après le retour de la croissance du PIB. En 2008, alors que les premiers effets de la crise se faisaient sentir, on enregistrait 4,4 millions de chômeurs de plus selon les estimations<sup>8</sup>. Avec la poursuite de la crise, on a estimé que le nombre des chômeurs en Asie et dans le Pacifique pourrait être de 26,3 millions supérieur à celui de 2007. L'impact le plus fort a été ressenti dans le secteur de la production d'exportation, notamment dans l'habillement, l'électronique, l'artisanat et l'automobile, ainsi que dans le tourisme, le secteur financier, les services et l'immobilier. La crise pèsera aussi sur les salaires, et les salaires réels moyens annuels pourraient stagner en 2009, voire baisser dans les pays qui continuent à connaître une croissance économique faible.

18. Le problème est notamment que, par rapport aux pays développés, les poussées du chômage ont un impact sociopolitique bien supérieur dans les pays en développement, faute de systèmes de protection sociale. Les chiffres du chômage ne sont pas aussi élevés qu'ils devraient l'être étant donné la conjoncture économique difficile car beaucoup ne peuvent pas se permettre de rester sans emploi, à moins de ne plus pouvoir subvenir à la plupart de leurs besoins de base. Par conséquent, les chiffres du chômage sont très souvent restés moins élevés dans la mesure où la main-d'œuvre s'est adaptée à la situation en troquant un emploi urbain pour un emploi rural et en optant pour des types d'emplois plus informels et plus vulnérables, allant même jusqu'au sous-emploi.

19. Comme on l'a vu avec la crise de 1997 et les bouleversements subits auxquels les gens ont été confrontés, ce sont les pauvres, les femmes travaillant dans le secteur manufacturier, les jeunes et les personnes âgées ainsi que les immigrants peu qualifiés qui sont les groupes les plus exposés. L'impact du chômage sur les femmes a représenté un problème majeur parce que les secteurs les plus touchés étaient précisément ceux, comme l'habillement et l'électronique, dans lesquels la main-d'œuvre était composée pour une large part de femmes. En Thaïlande, par exemple, le chômage dans la production manufacturière a touché près de 130 000 femmes (en glissement annuel) au cours du quatrième trimestre de 2008, soit 63,2 % de la baisse totale de l'emploi dans ce secteur. L'incidence de la crise sur les jeunes est particulièrement préoccupante, puisqu'il s'agit d'un groupe vulnérable au chômage en raison de son faible niveau de qualification. Dans certains pays, notamment ceux dont la population est jeune, le chômage des jeunes devrait dépasser des niveaux déjà élevés. Aux Philippines, par exemple, le chômage des jeunes a augmenté de 5,9 % en janvier 2009 (en glissement annuel). Le chômage de longue durée des jeunes, outre le fait de faire baisser les niveaux de revenus familiaux globaux, pourrait se solder par des problèmes psychosociaux à long terme assortis de fortes hausses des taux de suicide et de criminalité. Lorsque les sociétés sont fortement ébranlées, comme lors de la crise de 1997, les actes de violence et les exactions commises à l'encontre des femmes ainsi que les tensions ethniques se multiplient<sup>9</sup>. Les femmes sont les principales victimes de ces répercussions sociales. Les effets dommageables d'une crise durent par conséquent bien plus longtemps que la crise elle-même. Après la crise de 1997, par exemple, la

---

<sup>8</sup> Sauf indication contraire, les données figurant dans ce paragraphe proviennent de G. Sziraczki, P. Huynh et S. Kapsos, "The global economic crisis: labour market impacts and policies for recovery in Asia", International Labour Organization Asia-Pacific Working Paper Series, juin 2009.

<sup>9</sup> Voir N. Heyzer et M. Khor, "Globalization and the Way Forward", Development Outreach "Speaker's Corner" (Washington, D.C., Banque mondiale, 1999) et J. C. Knowles, E. Pernia et M. Racelis, "Social consequences of the financial crisis in Asia: the deeper crisis", Economic and Development Resource Center Briefing Notes n° 16 (Manille, Banque asiatique de développement, 1999).

croissance économique a eu beau reprendre relativement vite, certains pays ont mis jusqu'à 10 ans pour reconquérir le terrain perdu dans la lutte contre la pauvreté<sup>10</sup>.

### III. ÉVALUER LA REPRISE NAISSANTE

20. S'il est vrai que les premiers signes d'un redressement de la croissance dans la région se profilent, des inquiétudes voient le jour concernant son ampleur et sa rapidité, ainsi que le fait de savoir si ce redressement, du fait de sa nature, ne fera pas resurgir d'anciens problèmes et ne créera pas de nouveaux obstacles à la réalisation d'un développement stable et soutenu au cours des prochaines années. À l'heure actuelle, les moteurs de la reprise restent dépendants de l'État, étant donné les importantes mesures de relance budgétaire adoptées par beaucoup de pays de la région. Cette relance est par nature limitée dans le temps en raison des nouvelles contraintes pesant sur les budgets publics. La principale question aujourd'hui est de savoir si les moteurs de la croissance pourront redémarrer et continuer à tourner alors que les pouvoirs publics lèvent le pied de l'accélérateur. Faute de quoi, l'économie pourrait vite retomber dans une double récession.

#### A. La recherche de nouvelles sources de croissance

21. Une augmentation sensible de la disponibilité de crédits à l'échelon international a été l'un des facteurs qui ont soutenu la reprise de la croissance tirée par le secteur privé au cours des derniers mois. Cela contribuera au redémarrage de l'investissement privé et de la consommation dans la région. Toutefois, les échanges continueront de faire face à d'importants problèmes sans la relance de la demande de consommation dans les pays développés. Les pressions croissantes qui s'exercent en faveur de mesures protectionnistes dans les pays développés – et pourraient aussi se manifester dans les pays en développement – sont très préoccupantes pour le redressement de la région Asie-Pacifique. La mise en application de telles mesures fausserait les conditions d'entrée sur le marché pour les exportations en provenance de cette région orientée vers les échanges commerciaux. S'il est vrai que des formes de protectionnisme clairement affichées déclencheraient le mécanisme de résolution des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de nombreuses formes de protectionnisme déguisé demeurent possibles. Très souvent, elles prennent l'apparence de mesures de protection spéciales admises par les règles de l'OMC, alors que dans d'autres cas, des programmes de subventions et autres formes de traitement préférentiel accordé aux achats nationaux au titre de plans de sauvetage peuvent considérablement nuire aux conditions de concurrence pendant toute une période. L'Asie du Sud-Est, qui dépend des exportations, sera la plus sévèrement touchée, ainsi que cette locomotive de la croissance pour la région qu'est la Chine. À cet égard, une des premières conclusions du Cycle de Doha, qui s'inscrit dans le droit fil de son mandat en matière de développement, est qu'il faut impérativement accroître la prévisibilité de l'accès aux marchés d'exportation pour les pays en développement et permettre aux échanges de stimuler le redressement économique.

22. Un bon moyen de renforcer dans les années à venir le rôle aujourd'hui moins important des exportations vers les pays développés consiste à augmenter la part des échanges intrarégionaux et de la demande intérieure en fournissant des marchés aux producteurs nationaux. Toutefois, des pressions continuent de s'exercer sur les pays en développement de la région pour mettre en place des mesures protectionnistes destinées à protéger les emplois nationaux, ou pour lutter contre le déséquilibre de la balance des paiements lié à la baisse des exportations. La poursuite du dynamisme des échanges intrarégionaux est cependant l'atout à long terme de l'ensemble de la région. Il faudrait par conséquent continuer à agir afin de renforcer les capacités en matière d'échanges au sein

---

<sup>10</sup> Voir Bureau international du Travail, "Shaping a fair globalization: perspectives and prospects for the Decent Work Agenda" (GB.303/WP/SDG/1), document soumis à la 303<sup>ème</sup> session du Conseil d'administration du Bureau international du Travail, à Genève, en novembre 2008.

de la région par des initiatives tendant à mettre en place des accords commerciaux régionaux, des unions douanières et des marchés communs. Les accords de ce type sont particulièrement avantageux pour les petits pays et les pays pauvres, dans la mesure où ils facilitent la création de capacités d'offre par le mouvement d'investissements créateurs d'échanges. Au cours des derniers mois, la région s'est mise en effet à développer et à élargir l'étendue de son réseau d'accords commerciaux intrarégionaux, en particulier entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et les grandes économies que sont la Chine, l'Inde et la République de Corée, ce qui est venu s'ajouter aux dispositifs sous-régionaux antérieurs tels que la Zone de libre-échange d'Asie du Sud, la Zone de libre-échange de l'ASEAN, l'Accord commercial Asie-Pacifique<sup>11</sup> et l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle. Toutefois, la région en est encore aux premiers stades de l'intégration et il reste à approfondir et à étendre les systèmes mis en place, ainsi qu'à les compléter en améliorant la connectivité physique et en facilitant les échanges.

23. Concernant le renforcement du rôle de la demande intérieure, les mesures de relance ont temporairement accru la contribution des investissements et de la consommation du secteur public dans un certain nombre de pays. La relance budgétaire, dans quelques pays, a aussi permis de développer la consommation des ménages par l'octroi direct de fonds aux consommateurs. Toutefois, pour que la demande intérieure accroisse sa contribution au-delà de ces stimulants temporaires, il faut des changements de politique induisant un rééquilibrage structurel à long terme des économies. Les grands pays de la région ont la capacité de renforcer considérablement le rôle de la consommation des ménages en redoublant leurs efforts de réduction de la pauvreté. Dans la mesure où elle abrite les deux tiers des pauvres du monde, la région a la possibilité de grossir le nombre des nouveaux consommateurs par millions.

24. Une manière décisive de fournir aux pauvres plus de revenus disponibles consiste à leur garantir un accès universel à des services de santé et d'éducation de base peu coûteux. Cela dégage l'épargne de précaution de la population, qui peut être ainsi utilisée pour les dépenses de consommation. Une telle stratégie s'avère particulièrement efficace du point de vue de la propension à consommer, dans la mesure où ceux qui tendent le plus à épargner par précaution sont les personnes relativement pauvres, qui auront aussi tendance par la suite à dépenser toute réduction de l'épargne de précaution qui leur est nécessaire. La Chine, par exemple, a réorienté sa politique en élargissant sensiblement les prestations de soins de santé offertes à l'ensemble de la population. L'Inde a pour sa part promulgué en 2009 une loi garantissant une éducation de base à sa population, de même qu'elle avait déjà garanti ces dernières années aux ruraux pauvres le droit au travail pour une période d'au moins 100 jours par an. L'accès universel à ces services se traduit aussi par une population plus instruite, en meilleure santé et donc plus productive. Toutefois, beaucoup de pays demeurent particulièrement préoccupés par les augmentations de coût et leurs incidences sur les équilibres budgétaires.

25. Il est clair que les petites économies orientées vers les exportations auront du mal à créer une nouvelle demande intérieure suffisante pour dépasser l'apport considérable actuellement assuré par les exportations. Pour ces économies, une solution plus réaliste consiste à développer les échanges régionaux avec les grandes économies, ce qui pourra par la suite renforcer le rôle de la demande intérieure. La coopération et l'intégration économiques régionales devraient s'inspirer du principe directeur selon lequel il y a un intérêt commun à partager le dynamisme de chacun.

26. Malgré des mesures positives allant dans le sens d'une stimulation de la demande intérieure et régionale, une approche circonspecte de l'ensemble des éléments propices à la

---

<sup>11</sup> Auparavant dénommé Accord de Bangkok (1975), son texte révisé et sa nouvelle appellation ont été adoptés par le Conseil ministériel de l'Accord de Bangkok à sa première session, tenue à Beijing, le 2 novembre 2005 (consultable à [www.unescap.org/tid/apata/ta\\_amend.pdf](http://www.unescap.org/tid/apata/ta_amend.pdf)).

croissance dans la région devrait tenir compte de la forte probabilité de plusieurs années de croissance réduite dans les pays développés, par rapport aux résultats enregistrés avant la crise. Dans la meilleure hypothèse, les années à venir pourraient être marquées par un certain rétablissement de la demande de consommation dans les pays développés, mais pas au niveau atteint par le passé grâce à l'accumulation de la dette des ménages.

27. La faiblesse de la croissance pourrait entre autres se traduire par le maintien à un taux élevé des taux de chômage et de sous-emploi ainsi que par une inversion de tendance dans les améliorations enregistrées jusqu'ici dans la lutte contre la pauvreté. Dans ces conditions, la mise en place d'un système d'assurance et de sécurité sociales pour les chômeurs et les plus pauvres deviendra une question de plus en plus urgente. Les schémas de migration intrarégionale pourraient aussi s'en ressentir. D'une part, la difficulté accrue de trouver un travail sur le plan national pourrait multiplier le nombre des migrants susceptibles de travailler dans la région et au-delà. D'autre part, les économies naguère en plein essor auront besoin à l'échelon régional d'une main-d'œuvre plus réduite et moins rémunérée. Certains pays d'accueil de migrants ont déjà mis en œuvre des pratiques plus restrictives. Les possibilités de migration légale se sont réduites et, étant donné des possibilités d'emploi plus limitées, on observe une discrimination et une stigmatisation plus grandes. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, il faut s'attendre à un nombre plus important de migrants sans-papiers et à des conditions de migration moins sûres si le chômage continue d'augmenter dans la région.

## **B. Le retour des tensions inflationnistes**

28. Parallèlement aux incertitudes concernant l'ampleur et la rapidité du redressement, on craint que la croissance ne soit instable et ne soit pas durable dans les années à venir. L'éventuel retour de tensions inflationnistes lié à la consolidation de la reprise constitue un problème. Les données les plus récentes montrent qu'en juillet 2009, la chute des taux d'inflation depuis le début de la crise s'était presque stabilisée dans beaucoup de pays, dans l'attente d'une hausse au cours des mois suivants. L'Inde, par exemple, a été la première grande économie à connaître une hausse de l'inflation depuis mars 2009, et notamment – ce qui est le plus préoccupant – au niveau des prix alimentaires.

29. Un problème essentiel pour les pays de la région consistera à savoir à quel moment et de quelle manière mettre un terme à la relance budgétaire et à une politique monétaire d'accompagnement. Il convient d'opérer avec prudence de manière à ne pas mettre en péril la croissance naissante, tout en empêchant l'émergence d'une spirale inflationniste. Cette dernière ferait plus de tort que de bien, dans la mesure où elle nécessiterait une politique monétaire restrictive et donnerait donc aussi un coup d'arrêt à la croissance.

30. Un problème connexe concerne le retour probable de la hausse des prix des produits de base. Comme l'a souligné l'*Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2009* de la CESAP<sup>12</sup>, cette hausse est à prévoir dès que la crise se sera dissipée. On perçoit à présent des signes avant-coureurs du retour de la hausse des prix des produits de base. Les cours du pétrole sont repartis sensiblement à la hausse durant ces derniers mois. Le lien entre aliments et pétrole fait que les prix des principaux produits alimentaires pourraient aussi augmenter sous l'effet de cette tendance. Les raisons qui expliquent la hausse des cours du pétrole divisent l'opinion. Rien ne permet d'affirmer d'emblée que ces cours devraient être élevés alors que la plus grande partie du monde traverse une période de récession. On a invoqué le rôle de la spéculation sur le marché pétrolier comme un des facteurs éventuels d'une partie de la hausse des cours<sup>13</sup>. Le volume important de liquidités

<sup>12</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente E.09.II.F.11.

<sup>13</sup> Voir, par exemple, Paul Krugman, "Oil speculation", *New York Times*, Opinion, 8 juillet 2009; et Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, *Trade and Development Report 2009* (publication des Nations Unies, numéro de vente E.09.II.D.16), chap. II.

disponibles pour les investisseurs financiers ainsi que l'idée selon laquelle les cours du pétrole devraient augmenter en raison des facteurs fondamentaux de l'offre et de la demande ont aussi joué un rôle. On ignore quel sera le point limite de ce phénomène, le risque étant qu'à l'avenir, des cours élevés du pétrole mettent en péril la reprise naissante.

31. Un retour de la hausse des prix alimentaires ne tarderait pas à suivre et c'est la raison pour laquelle il est nécessaire de surveiller ces prix dans les mois à venir. Étant donné que le redressement peut avoir lieu dans la région à des moments différents, une augmentation des prix causée par la reprise précoce de certaines grandes économies à forte consommation alimentaire engendrerait une hausse des prix alimentaires et une baisse de la croissance. S'il est vrai que les cours élevés du pétrole peuvent peser davantage sur la croissance du PIB par des coûts de production supérieurs et une consommation inférieure pour la classe moyenne, des prix alimentaires plus élevés peuvent avoir un impact bien plus direct sur les secteurs les plus défavorisés de la population.

32. La menace d'une hausse des prix alimentaires est liée au déséquilibre permanent qui existe dans la région entre l'offre et la demande, comme l'a souligné précédemment la CESAP<sup>14</sup>. La région Asie-Pacifique doit encore prendre des mesures adéquates pour encourager l'augmentation à long terme de la production alimentaire. En effet, l'élan qui avait poussé à intervenir pour mettre un terme au peu d'intérêt manifesté pendant longtemps pour l'agriculture et qui avait été constaté immédiatement avant la crise de 2008, est retombé lorsque les nouveaux problèmes posés par la crise ont vu le jour. La croissance démographique et la richesse accrue des consommateurs dans les pays en développement continueront de se développer, faisant ainsi de la sécurité alimentaire et du développement agricole durable des défis essentiels pour la région<sup>15</sup>.

### III. LES ENSEIGNEMENTS POLITIQUES DE LA CRISE

33. Un enseignement à tirer de cette crise comme de tous les épisodes qui l'ont précédée est que les crises diffèrent entre elles, notamment par la manière dont elles sont porteuses d'instabilité. La logique voudrait en effet que les crises aient peu de chances de se reproduire à l'identique puisque les responsables politiques disposent déjà de toutes les informations tirées de l'expérience et sont censés limiter les risques connus avant que ceux-ci ne se développent et ne provoquent une crise. Une analyse complète des enseignements à tirer de cette crise est cependant importante dans la mesure où elle permet de compléter la liste des risques encourus par la région. Outre le fait d'empêcher le développement de risques analogues, les responsables politiques devront surveiller les nouvelles tendances qui, bien que considérées comme bénignes, pourraient finalement être à l'origine de la prochaine crise ou se transformer en un nouveau canal de transmission pour cette crise à venir.

#### A. Les canaux de transmission financiers

34. Si la crise actuelle trouve sans conteste son origine dans les systèmes bancaires et financiers très endettés des pays développés et dans leurs actifs titrisés, sa transmission en Asie et dans le Pacifique a été indirecte. Les banques de la région disposaient de peu d'investissements dans ces instruments financiers extrêmement complexes, aussi bien en raison des modifications apportées au secteur bancaire après la crise de 1997 que parce que beaucoup de banques de la région ne disposaient pas des systèmes de pointe et de l'expertise permettant de gérer ces produits.

35. Au lieu de cela, la région a subi les premiers effets de la crise par un autre canal qui, comme dans la crise de 1997, a été source d'instabilité: les mouvements de capitaux à

---

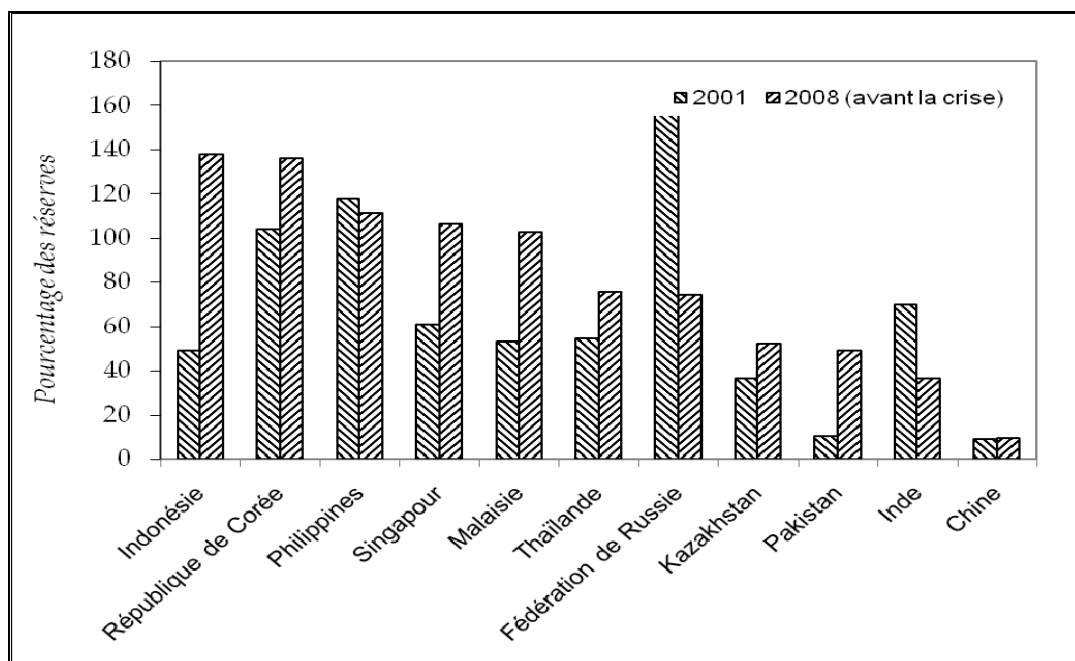
<sup>14</sup> Voir *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2009* (publication des Nations Unies, numéro de vente E.09.II.F.11), chap. II.

<sup>15</sup> CESAP, *Sustainable Agriculture and Food Security in Asia and the Pacific* (publication des Nations Unies, numéro de vente E.09.II.F.12).

court terme. Les responsables politiques avaient essayé de limiter les risques liés à ce canal en créant des réserves en devises à des niveaux permettant aux pays de faire face aux sorties de capitaux prévisibles. La manière dont le canal des mouvements de capitaux a joué en l'occurrence, n'a toutefois pas été la même qu'en 1997. À l'époque, le problème posé par les mouvements de capitaux résidait plus dans le poids excessif de la dette extérieure à court terme des banques nationales et d'autres opérateurs du secteur privé.

36. Il reste que la décennie écoulée s'est caractérisée par un autre aspect du développement des mouvements de capitaux: les investissements de portefeuille à l'étranger. Il n'a pas été nécessairement possible de gérer le volume de ces mouvements dans la même mesure que la dette extérieure à court terme dans certains pays au début de la crise, en termes comparables de couverture des réserves de change. La figure 8 montre qu'avant le déclenchement de la crise financière, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la République de Corée et Singapour détenaient tous des volumes d'investissements de portefeuille à l'étranger dont la valeur était supérieure à celle des réserves de change. Lorsque l'instabilité financière s'est installée, on a recherché des valeurs refuges et les capitaux n'ont pas tardé à sortir. Les réactions n'ont pas été partout les mêmes : par exemple, en République de Corée, il y a eu une réduction des réserves de change; le Pakistan a été confronté au problème particulièrement pressant du maintien de la valeur de sa monnaie et a sollicité le soutien du Fonds monétaire international alors que sa monnaie avait atteint son plus bas niveau historique; Singapour et la République de Corée ont tous deux convenu à titre conservatoire d'un mécanisme d'échange de devises d'un montant de 30 milliards de dollars avec la Réserve Fédérale des États-Unis, tandis que la République de Corée a accepté une extension supplémentaire des dispositifs d'échange de devises avec le Japon et la Chine à hauteur de 20 millions de dollars des États-Unis et de plus de 25 millions de dollars des États-Unis respectivement.

**Figure 8. Volume des investissements de portefeuille en pourcentage des réserves de change de quelques économies, en 2001 et en 2008 (avant la crise)**



Source: CESAP, sur la base des données provenant des services en ligne de CEIC Data Company Limited. Fonds monétaire international, *International Financial Statistics* (CD-ROM) (Washington, D.C., 2009). Les données relatives à l'année 2008 (avant la crise) correspondent aux dernières données disponibles pour chaque pays avant le déclenchement de la crise en septembre 2008.

Note: Sur la base du bilan des investissements internationaux des diverses économies, y compris les investissements de portefeuille et les investissements en produits financiers dérivés, à l'exclusion des investissements directs et autres investissements.



37. L'enseignement qui peut être tiré de cette analyse est que les risques encourus par les monnaies deviennent manifestes si l'on adopte une conception plus globale des mouvements de capitaux à court terme. La conception classique selon laquelle la dette à court terme est la principale composante de ces mouvements devrait être nuancée par le constat que les investissements de portefeuille occupent une place de plus en plus importante dans la région et sont susceptibles de déstabiliser les monnaies en tant que constituant, eux aussi, des sorties de capitaux à court terme.

38. La nouvelle question qui se pose concerne la façon de gérer au mieux les investissements de portefeuille, étant donné notamment l'augmentation considérable des liquidités dans les pays développés. Cette question soulève bien des interrogations. Une entrée non contrôlée exige la constitution de réserves suffisantes pour amortir des sorties soudaines. Toutefois, la constitution de réserves s'avère coûteuse aussi bien à cause d'éventuelles pertes de change que de la perte sur les intérêts perçus, résultant de la nécessité d'investir dans des avoirs en devises à faible rendement. Une autre solution consisterait à gérer le volume d'entrées de ces fonds par différentes méthodes de contrôle des capitaux. Il n'est pas certain qu'une balance des opérations en capital rendue tout à fait publique soit nécessairement une bonne chose pour une analyse coût-avantages<sup>16</sup>, en particulier depuis que des études ont montré que les bénéfices de ce genre de publicité sont pour le moins aléatoires<sup>17</sup>. De plus, la question de la pertinence d'une taxe internationale destinée à réduire la volatilité des investissements de portefeuille, la fameuse taxe Tobin, a été débattue à propos des problèmes inhérents à l'application des contrôles des capitaux au niveau national<sup>18</sup>.

### **B. Les canaux de transmission commerciaux**

39. La crise a clairement montré combien la croissance économique en Asie et dans le Pacifique dépend des exportations vers les pays développés. La croissance relativement robuste des grandes économies de la région reposant sur la demande intérieure n'a pas réussi à compenser les baisses des exportations dans les grands pays exportateurs d'Asie de l'Est et du Sud-Est, soulignant ainsi la prédominance persistante des pays développés en tant que consommateurs finals des biens de la région. Même si les échanges intrarégionaux de biens de consommation finale se sont fortement développés au cours de la décennie écoulée, ils sont partis de très bas et demeurent moins importants. Pour que les échanges intrarégionaux soient une source supplémentaire de croissance économique, les producteurs de la région devront adapter leur offre aux besoins des grandes économies nationales montantes orientées vers la demande intérieure. La Chine, par exemple, devrait considérablement accroître sa consommation intérieure dans les années à venir, avec pour conséquence une modification de la composition de ses importations au profit des biens de consommation finale, accompagnée d'une baisse des importations de biens intermédiaires<sup>19</sup>.

## **IV. CORRIGER LES FAIBLESSES : APPORTER UNE IMPULSION À LA COOPÉRATION**

40. Au cours de cette crise, l'architecture internationale actuelle n'a pas réagi assez vite ou assez vigoureusement aux problèmes particuliers auxquels se heurtaient les

---

<sup>16</sup> D. Rodrik, "The social cost of foreign exchange reserves", *International Economic Journal*, vol. 20, n° 3, p. 253-266.

<sup>17</sup> Voir, par exemple, M.A. Kose, E. Prasad, K.S. Rogoff et S.J. Wei, "Financial globalization: a reappraisal", document de travail n° 12484 du NBER (National Bureau of Economic Research, 2006); B. Eichengreen, *Capital Flows and Crisis*, (Cambridge, MA, MIT Press, 2003).

<sup>18</sup> Gerald Epstein, "Should financial flows be regulated? Yes", document de travail n° 77 du DAES (New York, Département des affaires économiques et sociales, 2009); et Avinash Persaud, "We should put sand in the wheels of the market", *Financial Times*, 27 août 2009.

<sup>19</sup> Papa N'Daye, Ping Zhang et Wenlang Zhang, "Structural reform, intra-regional trade, and medium-term growth prospects of East Asia and the Pacific", document de travail 17/2008, Hong Kong Monetary Authority (décembre 2008).

pays en développement. Le rôle de l'élaboration des politiques régionales en matière de gestion de crise et de reprise a donc pris une importance particulière. Le renforcement de la coopération régionale, toutefois, ne devrait pas être considéré comme devant se substituer à une pleine participation aux relations économiques mondiales, mais plutôt comme un soutien, comblant les carences en la matière et jetant les bases d'une coopération multilatérale à l'échelon mondial.

41. Deux grandes initiatives complémentaires ont vu le jour au niveau mondial: le processus du Groupe des 20 (G-20) et la Conférence des Nations Unies sur la crise économique et financière mondiale et son incidence sur le développement en juin 2009. La réunion du G-20 organisée en avril 2009 a porté sur la tâche la plus urgente, à savoir restaurer la confiance et favoriser la reprise en fournissant aux institutions financières internationales et aux banques de développement multilatérales une enveloppe de 1,1 billion de dollars des États-Unis pour restaurer le crédit. La Conférence des Nations Unies a été en mesure de mettre d'accord presque tous les membres de l'ONU et a pu ainsi établir un programme d'action particulièrement inclusif et global. La nécessité d'une coopération régionale complétant les initiatives mondiales a été clairement reconnue dans le projet de Document final de la Conférence des Nations Unies sur la crise économique et financière mondiale et son incidence sur le développement, en juin 2009 (A/CONF.214/3), au paragraphe 20 dans lequel il est écrit :

« Comme les institutions régionales et sous-régionales sont attentives aux besoins propres des pays de leur région, nous constatons l'intérêt que présentent les organismes de coopération régionale et sous-régionale pour répondre aux difficultés causées par la crise économique mondiale et nous les engageons à coopérer, par exemple par le canal des banques régionales et sous-régionales de développement, et les arrangements commerciaux et en matière de monnaie de réserve aux niveaux régional et sous-régional ainsi que toutes autres initiatives régionales, qui contribuent à la réponse multilatérale à la crise actuelle et renforcent la capacité de récupération des pays à d'éventuelles crises futures. »

La Conférence des Nations Unies a été suivie par la réunion du G-20 à Pittsburgh, en septembre 2009, qui a accompli des progrès considérables en rééquilibrant l'ordre mondial et en assignant un rôle plus influent aux grandes économies en développement d'Asie et du Pacifique pour ce qui est de l'établissement des priorités.

42. Dans le contexte de cette architecture mondiale en pleine évolution, l'importance de la coopération régionale a été mise en avant par la Commission dans sa résolution 65/1 relative à l'application du Document final de Bali pour faire face aux crises alimentaire, énergétique et financière. Tout en faisant part de sa préoccupation concernant la crise financière, qui s'était transformée en une crise économique mondiale, la Commission a invité les pays de la région à envisager la mise en œuvre des recommandations contenues dans le Document final de Bali, qui énonce plusieurs domaines de coopération régionale, et a demandé à la Secrétaire exécutive de continuer à aider les membres et membres associés à travers différentes activités, notamment en matière d'analyse approfondie, de concertation, de sensibilisation et de renforcement des capacités.

43. Parmi ses activités destinées à aider les pays membres durant la crise, la CESAP, en collaboration avec la Bangladesh Bank, a organisé à Dacca, du 27 au 30 juillet 2009, un atelier régional de haut niveau sur le thème « Renforcer la réponse à la crise financière mondiale en Asie-Pacifique : le rôle des politiques monétaires, budgétaires et de la dette extérieure », qui s'est soldé par une analyse approfondie du rôle de la coopération régionale dans le soutien à la reprise économique. Le paragraphe 37 du chapitre VII du Document final de cet atelier fait état d'un vaste ensemble de possibilités inexploitées en matière de coopération monétaire et financière en Asie et dans le Pacifique.

44. Le panorama régional en matière de coopération est complexe, puisqu'il est composé de toute une série de groupements politiques régionaux. Il y a là matière à la constitution d'un cadre de coopération Asie-Pacifique élargi pour relancer la croissance économique dans la région et préserver la stabilité macroéconomique. Les responsables politiques en Asie et dans le Pacifique ont élaboré par le biais de différentes instances la conception d'un espace économique unifié qui évoluera avec le temps. Pour traduire cette conception dans les faits, il faudra trouver les moyens pragmatiques d'aller de l'avant – approche dans laquelle l'ensemble des intérêts sociaux et économiques régionaux l'emportera sur les sensibilités géopolitiques. Certains des éléments susceptibles d'être placés au premier rang des priorités de la région sont présentés ci-dessous.

#### **A. Le déficit régional en matière de gestion de crise**

45. Cette crise a mis en évidence le manque d'instruments financiers utilisables au niveau régional, en plus de ceux dont disposent les pays. Ainsi, certains pays avaient constitué des réserves suffisantes pour protéger leur balance des paiements, mais d'autres pays touchés par la crise n'avaient pas recours à des sources régionales de soutien. Les fonds disponibles grâce à l'Initiative de Chiang Mai de l'ASEAN+3, l'exemple le plus manifeste d'un système de coopération financière régionale, n'ont pas encore un niveau leur permettant d'être la première source de soutien, et certains membres ont trouvé d'autres sources de soutien, comme on l'a vu ci-dessus.

46. La région a maintenant l'occasion de faire avancer l'idée d'un fonds régional permettant de réagir efficacement face aux crises. La possibilité d'une coopération monétaire et financière dans la région demeure largement sous-exploitée. L'Union asiatique de compensation, par exemple, reste limitée à la compensation des comptes et ne s'occupe pas de la stabilité des taux de change. Le Fonds obligataire asiatique, autre initiative régionale, est d'une envergure encore limitée et doit donc encore se développer avant de devenir une source de financement crédible. De même, la multilatéralisation des réserves de l'Initiative de Chiang Mai de l'ASEAN+3, selon ce qui a été convenu en 2009, pourrait aussi se transformer comme prévu en une première ligne de défense véritablement efficace pour la région, moyennant sa couverture géographique, de sa taille et de ses fonctions. La structure institutionnelle de l'Initiative, notamment ses relations avec le FMI, ainsi que ses fonctions de surveillance et de contrôle sont d'autres questions à propos desquelles cette région doit assumer ses responsabilités politiques.

47. Pour prévenir efficacement des crises systémiques, un fonds régional de lutte contre les crises devrait s'efforcer d'intégrer le plus grand nombre possible de pays de la région. Le fonds devrait disposer de ressources financières suffisantes pour faire office de prêteur de premier ressort en cas de difficulté macroéconomique. Il devrait en principe avoir pour mission le soutien aux secteurs financiers nationaux, en plus du soutien à la balance des paiements des pays, pour pouvoir aider les banques comme l'ont fait certaines instances gouvernementales aux États-Unis et en Europe au cours des derniers mois. Ce fonds nécessiterait une infrastructure matérielle disposant d'un personnel qualifié pour suivre l'évolution des économies avant et pendant les crises, ainsi que pour concevoir les modalités de crédit à appliquer aux pays de la région et veiller à leur application.

48. Un autre domaine qui se prête à la coopération régionale est celui du financement du commerce. Le tarissement du financement du commerce, au cours de cette crise, n'était pas dû aux faiblesses des banques nationales, mais plutôt à la réticence généralisée des banques à l'échelon mondial à s'accorder des prêts entre elles. Les banques centrales de la région se sont mises rapidement à faciliter l'accès au financement du commerce lorsque les pressions s'exerçant sur les exportateurs se font nettement ressentir, comme l'avait fait la communauté internationale par le biais de la réunion du G-20 en avril. Néanmoins, la réaction a trop tardé en Asie et dans le Pacifique, parce que c'est la seule région du monde à ne pas avoir sa propre institution de financement du commerce.

## **B. Le financement régional des déficits de développement**

49. Outre le fait d'avoir mis en évidence les mesures régionales nécessaires en matière de gestion de crise, la crise a aussi montré la nécessité d'une coopération régionale pour financer les déficits de développement – un « keynésianisme régional » consistant à ce que les Gouvernements coordonnent leurs dépenses budgétaires autour d'un modèle commun de développement inclusif et durable. Le volume des réserves de change de la région n'est pas sans importance, notamment si les financements provenant de sources extérieures risquent d'être réduits du fait des ressources plus limitées dont disposent le monde développé par suite de la crise. Les réserves de la région sont actuellement investies dans des dépôts à faible taux dans le monde développé, alors que des possibilités d'investissement attractif existent au sein de la région. La crise a aussi mis en relief les risques liés à la concentration excessive d'investissements dans les actifs financiers du monde développé. L'investissement de fonds régionaux dans les pays développés a été encouragé par le caractère relativement peu développé des marchés régionaux de capitaux. S'il est vrai que la situation a d'une certaine manière évolué au cours des dernières années, on pourrait cependant mettre davantage l'accent sur l'intégration des marchés boursiers régionaux et la création au niveau régional de marchés d'obligations libellées en monnaie locale.

50. L'une des manières les plus évidentes d'utiliser une certaine partie de ces actifs, tant pour le développement intérieur que pour une meilleure intégration régionale, réside dans les besoins massifs de financement de l'infrastructure qui existent dans l'ensemble de l'Asie et du Pacifique. La CESAP est à la pointe de l'analyse de cette question depuis plusieurs années, estimant que la région a besoin d'un investissement annuel de 608 milliards de dollars en matière de transports, d'énergie, d'eau et de télécommunications, et qu'elle est confrontée à un déficit annuel de 220 milliards de dollars<sup>20</sup>.

## **C. La stabilité des taux de change au niveau régional**

51. Une autre faiblesse de la région à corriger de façon urgente et mise en relief par la crise tient au manque de mécanismes de coopération en matière de taux de change. Avant la crise, les grandes économies exportatrices de la région avaient déjà mis en œuvre une coordination de facto en matière de taux de change en suivant l'évolution des taux de change relatifs et en agissant de concert de manière à préserver une indispensable compétitivité commerciale. Durant la phase de redressement économique, les pays subiront une pression croissante pour préserver la compétitivité de leurs taux de change de manière à ne pas nuire à la reprise des exportations. Dans un tel contexte, la non-coopération peut aboutir à un cycle destructeur de dévaluations concurrentielles n'apportant aucun avantage véritable quant au volume des exportations et se traduisant au contraire, pour chaque pays, par des recettes d'exportation inférieures en raison des pertes de change. La possibilité d'une coopération en matière de taux de change concerne aussi le problème crucial de la gestion de la vulnérabilité des taux de change face aux entrées de capitaux à court terme. De nombreux mécanismes pourraient être envisagés, qu'il s'agisse de mesures administratives comme, par exemple, l'obligation de satisfaire à des conditions de dépôt applicables aux entrées de capitaux, ou encore d'instruments de marché, comme les taxes sur les transactions financières perçues lors de l'entrée des capitaux, notamment les taxes variant en fonction des dates d'échéance. Ces mesures doivent être mises en œuvre au niveau régional, dans la mesure où aucun pays ne peut mettre en place de tels contrôles sans risquer d'occasionner une sortie de capitaux vers des pays comparables où de tels contrôles n'existent pas.

---

<sup>20</sup> CESAP, *Enhancing Regional Cooperation in Infrastructure Development Including that Related to Disaster Management* (publication des Nations Unies, numéro de vente E.06.II.F.13), p. 141.

52. L'Asie a besoin d'un système de gestion des monnaies favorisant le commerce et la stabilité macroéconomique des pays aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de la région. Un tel système pourrait, par exemple, contribuer à la stabilité intérieure et extérieure grâce à un flottement des monnaies par rapport à celles des grands partenaires commerciaux des pays développés, système qui serait géré en commun sur la base d'un accord sur un panier commun, des taux pivots et des marges de fluctuation, avec des règles d'intervention et de modification des taux pivots. Une telle approche permettrait d'avoir des monnaies relativement stables au niveau intrarégional pour un sous-groupe initial de pays participants ayant des paniers commerciaux analogues, comme les grandes économies d'Asie de l'Est. Un débat est aussi en cours concernant la diversification des réserves en dollars en faveur d'autres monnaies ou d'un panier de monnaies ou de droits de tirage spéciaux du FMI. Un système monétaire régional pourrait finalement jeter les bases d'une monnaie de réserve supplémentaire allant dans le même sens que les droits de tirage spéciaux.

53. Le Comité voudra peut-être examiner les questions analysées dans le présent document et fournir des conseils sur les politiques à envisager dans la région en matière de gestion de crise et de redressement.

- - - - -